

Europe

QUAND ACHILLE OCCHETTO ESSAYAIT DE REFONDER LA GAUCHE ITALIENNE

Alexandre Chabert

01/09/2022

Alors que la création de la Nouvelle union populaire écologique et sociale (Nupes) et la probable refondation du Parti socialiste (PS) à venir ouvrent une phase de reconfiguration de la gauche française, Alexandre Chabert analyse le processus de recomposition qui a traversé la gauche italienne il y a plus de trois décennies. À la suite de l'impulsion donnée par Achille Occhetto, qui propose en 1989 une transformation profonde du Parti communiste italien (PCI) – alors de loin le premier parti de gauche de la péninsule –, et après l'effondrement du système partisan du pays, la physionomie de la gauche italienne change radicalement au milieu des années 1990. Mais celle-ci ne constitue qu'un aboutissement incomplet et tardif du projet dessiné par le dernier Secrétaire du PCI.

Les prémices du *big bang*

Le Parti communiste italien (PCI) s'affirme durablement comme la deuxième force politique de la péninsule italienne et la plus puissante formation communiste d'Europe occidentale après la Seconde Guerre mondiale. Si les portes du gouvernement, verrouillées par la Démocratie chrétienne (DC) depuis 1946, demeurent toujours fermées pour le PCI, celui-ci connaît son apogée dans la seconde moitié des années 1970. Le parti dirigé par Enrico Berlinguer, qui compte alors 1 814 263 inscrits, recueille 34,37% des suffrages exprimés – soit 12 615 650 voix – à la Chambre des députés aux élections générales de 1976. Mais le tournant de la décennie marque le début d'une crise multiforme pour le PCI : hémorragie militante (1 412 722 adhérents en 1989), déclin électoral (26,57% des voix à la Chambre lors des élections générales de 1987), essoufflement idéologique (les innovations des années 1970 laissent place à une période défensive, de repli), crise de leadership (après la mort prématurée d'Enrico Berlinguer en 1984).

Élu Secrétaire du PCI¹ le 21 juin 1988, Achille Occhetto entend donner un nouvel élan au parti après quatre ans d'immobilisme. Cette volonté de changement se traduit d'abord par un profond renouvellement générationnel au sein du groupe dirigeant : lors du XVIII^e Congrès (Rome, 18-22 mars 1989), plus de 40% des membres de la direction sont remplacés² et la moyenne d'âge du

nouveau secrétariat, qui connaît lui aussi de profondes recompositions, n'est plus que de quarante-trois ans³. Elle s'incarne aussi dans le « nouveau cours » (*nuovo corso*) du PCI qu'Achille Occhetto n'a de cesse d'invoquer sans toutefois réellement parvenir à assigner à celui-ci un programme bien défini. En rupture avec les pratiques traditionnelles du parti, le Secrétaire essaie en outre d'engager un bilan critique du passé du PCI. En juillet 1988, à l'occasion de l'inauguration d'un buste de Palmiro Togliatti⁴ à Civitavecchia, Occhetto affirme que celui-ci est « inévitablement co-responsable » du stalinisme, suscitant une vive polémique. En janvier 1989, il soutient dans une interview à *L'Espresso* que le PCI, bien plus que de la Révolution d'Octobre, serait l'héritier de la Révolution française⁵. Les prises de position d'Occhetto, conjuguées à ses déclarations polémiques, rendent plus confuse l'identité du PCI qu'elles ne la circonscrivent ; elles élaborent, pour le dire avec la savoureuse formule de Marc Lazar, un véritable « *minestrone* idéologique »⁶. Elles témoignent cependant de la volonté de donner au parti une image plus moderne et d'affronter des thèmes étrangers à son univers culturel traditionnel (attention prêtée aux problématiques environnementales, notamment à l'Amazonie, abandon de la « centralité ouvrière »). Occhetto commence alors à parler d'un « Nouveau PCI » (*Nuovo PCI*). Mais il n'est nullement question de changer de nom, comme le Secrétaire l'indique dans son discours de clôture du XVIII^e Congrès (Rome, 18-22 mars 1989) :

« La proposition de changer le nom d'un parti pourrait être une chose sérieuse, très sérieuse. Si un parti en face d'une transformation de très grande portée [...] décide de manière autonome [...] de donner vie avec d'autres à une nouvelle formation politique, alors, oui, il s'agirait d'une chose sérieuse, qui n'offenserait ni la raison, ni l'honneur d'une organisation politique. Mais aujourd'hui nous ne nous trouvons pas encore dans cette situation »⁷.

La « *svolta* », au-delà du changement de nom du Parti communiste italien

La « transformation de très grande portée » évoquée par Achille Occhetto quelques mois plus tôt advient le 9 novembre 1989. Il rencontre ce jour-là le chef du Parti travailliste, Neil Kinnock, dans le cadre de la tournée européenne qu'il effectue pour demander aux leaders socialistes l'entrée du PCI dans l'Internationale socialiste. Les deux hommes découvrent ensemble, à la télévision, les images de la chute du Mur de Berlin : « Au moment de la chute du Mur, quand je regarde les images avec Kinnock et qu'un journaliste me demande : "Qu'est-ce que vous en pensez ?", j'aurais pu répondre ce que l'on disait habituellement : "C'est grave, on doit se renouveler", et *cætera*, et *cætera*. J'ai dit : "Ça change tout". Tous les paramètres de la politique italienne et mondiale changent, il faut sauter le pas »⁸.

C'est ce jour-là qu'Achille Occhetto décide de pousser à son comble la politique de la « discontinuité » (*discontinuità*) dont il se réclamait depuis son élection à la tête du parti. Reste à choisir les conditions dans lesquelles annoncer le changement de grande ampleur que le Secrétaire entend mettre en œuvre. C'est en Mikhaïl Gorbatchev – dont il a maintes fois approuvé l'action réformatrice – qu'Occhetto trouve son modèle. Quelques semaines après son arrivée à la tête de l'URSS, Gorbatchev avait annoncé la mise en œuvre de sa politique de libéralisation politique, sociale et économique – la *perestroïka* et la *glasnost* – face à un public de vétérans de la Seconde Guerre mondiale. En acclamant le leader soviétique, ces figures d'autorité avaient donné leur approbation tacite au tournant politique engagé en 1985. Occhetto espère bénéficier du même élan en annonçant la « perestroïka du PCI »⁹ face à un public d'anciens résistants. Il explique : « Il m'est venu à l'esprit que, quand il a voulu annoncer la *perestroïka* et la *glasnost*, Gorbatchev a convoqué les vétérans, a prononcé devant eux un discours et leur a dit : "Vous avez gagné la Seconde Guerre mondiale, vous risqueriez de perdre si nous ne changeons pas". Et donc je me suis dit : les premiers à qui je veux l'annoncer, ce sont les résistants. Ce n'était pas seulement un fait symbolique. Ensuite, tous les critiques n'ont pas compris que c'était une décision de gauche. Parce que j'aurais pu l'annoncer dans un salon, devant des intellectuels, au cours d'un débat... Les premiers, y compris en lien avec ma propre vie, avec ma conscience, étaient les résistants. Ceux que j'avais vus dans mon enfance¹⁰. C'était donc un fait émotif, symbolique et de conviction politique »¹¹.

Le hasard du calendrier veut que, trois jours après la chute du Mur, la commémoration d'une grande victoire de la Résistance ait lieu à Bologne, place forte de l'antifascisme et bastion du communisme italien. Le 12 novembre 1989, Achille Occhetto participe ainsi à la commémoration de la bataille de la Bolognina et, pendant la cérémonie, il prononce un discours bref mais qui infléchit de façon irréversible le destin du PCI. Il affirme l'impossibilité pour le parti de « continuer sur d'anciennes voies » et la nécessité d'« en inventer de nouvelles pour unifier les forces progressistes »¹². Personne dans le public ne semble saisir la portée de son propos, comme l'illustre le témoignage de Renato Romagnoli qui, ayant pris part à la bataille en 1944, participe à la cérémonie : « Ce n'était rien de particulier. On a simplement organisé sa venue, il devait venir s'exprimer. Il s'est exprimé et, naturellement, comme c'était le Secrétaire du parti, qu'il venait dans un quartier où les communistes comptaient et que c'était une commémoration de la [bataille de la] Bolognina, il y avait beaucoup de gens »¹³.

Avec la « *svolta della Bolognina* » (tournant de la Bolognina), plus souvent appelée par synecdoque « *svolta* » tout court, Achille Occhetto donne le coup d'envoi d'un processus long de près d'un an et demi. Le 13 novembre 1989, au lendemain de son discours sibyllin, il dessine plus nettement les contours de son projet devant le Secrétariat. Sa proposition est claire : dissoudre le PCI « pour

ouvrir la voie à une véritable constituante, avec au terme de ce processus quelque chose de nouveau (*cosa nuova*) et un nouveau nom »¹⁴. Approuvée par le Secrétariat, celle-ci est ensuite discutée par la direction les 14 et 15 novembre, puis par le Comité central (CC). Convoqué le 20 novembre, celui-ci se réunit pour cinq jours et Occhetto doit affronter la rude opposition de l'aile gauche du parti. Le PCI est gagné par un inédit morcellement dont le vote final du CC porte la marque : avec 219 votes favorables, l'ordre du jour est approuvé, mais 73 dirigeants ont voté contre et 34 d'entre eux se sont abstenus. L'opposition, non négligeable d'un point de vue numérique et incarnée par des figures dont l'autorité morale constitue une puissante ressource politique (Pietro Ingrao, Aldo Tortorella ou Alessandro Natta), obtient la convocation d'un congrès extraordinaire qu'Occhetto espérait pouvoir éviter.

Aux divisions du groupe dirigeant national font écho les réactions variées des militants et dirigeants locaux quand ils découvrent le discours de la Bolognina. Certains d'entre eux s'affirment comme des soutiens sans réserve de la proposition d'Achille Occhetto, qu'ils estiment juste sur le fond (la nécessité de réformer en profondeur le parti et l'impossibilité de rester communiste) comme sur sa forme (une opération déclenchée sans avertir le groupe dirigeant du parti, sinon quelques très proches). C'est le cas de Gianni Gamberini, cadre du PCI à Crespellano, près de Bologne :

« J'étais allé en Union soviétique deux ans auparavant et ça m'avait fait comprendre un tas de choses, moi et les autres qui m'accompagnaient. La situation devenait manifeste et on touchait du doigt le fait que... Comment dire ? Qu'une période historique touchait à sa fin, qu'il fallait en ouvrir une autre. Comme d'ailleurs ça s'est passé ensuite. C'est pour ça que j'ai soutenu la *svolta*. Quand on a lancé la *svolta*, je me suis demandé pourquoi ce n'était pas arrivé avant. [...] On a dit : "Mais il n'a prévenu aucun dirigeant du parti". Bien sûr, parce que, s'il leur en avait parlé, ils ne l'auraient pas laissé faire. Alors que c'était le moment de faire cette opération. Alors, là, on a vu qui avait le courage d'un leader, parce qu'après même ses principaux détracteurs ont reconnu à Occhetto ce courage. Mais, après coup, tout le monde peut le faire [...] »¹⁵.

Mais d'autres inscrits, tout en souscrivant à la lecture faite par Achille Occhetto de l'évolution de la réalité géopolitique internationale, ne cachent pas leur difficulté et leur peine à renoncer à un parti et à des symboles à partir desquels ils s'étaient forgé une identité (politique, mais pas seulement) souvent pluri-décennale. C'est le cas d'Orianna Mezzetti, militante de Bologne :

« Je me rendais compte que la société italienne était en train de changer d'une manière si profonde que probablement certains sigles, certains symboles, certaines choses n'avaient plus leur place, d'une certaine façon. En un sens, ma réaction est ambivalente. Parce que, moi, j'aurais encore chanté bien volontiers *Bandiera rossa*, voilà. [Elle sourit.] Mais, en même temps, je me rendais compte qu'il fallait aller plus loin. Même si ce "plus loin" était peut-être moins séduisant que ce qu'il

y avait avant. Mais c'était historiquement nécessaire, c'était un pas qu'il était historiquement nécessaire de faire. Mais... Comment dire ? C'est comme quand... tu dois faire un peu ton deuil, finalement »¹⁶.

Selon Jean-Yves Dormagen, la difficulté à renoncer au nom et à l'appareil symbolique (la faucille et le marteau, le drapeau rouge, les chants) est liée au pouvoir performatif de ces derniers « puisque supprimer le nom conduit à supprimer le "prototype communiste", y compris sa "manière d'être", comme si cette manière d'être était tout entière contenue dans le nom, comme si le symbolisé était présent dans le symbolisant »¹⁷. C'est précisément du refus de renoncer à cette référence identitaire que naît la contestation de la proposition du Secrétaire chez une frange non négligeable des inscrits. Renato Romagnoli, pour qui le vocable « communiste » est indissociable de ses origines familiales et de son engagement dans la Résistance en 1943, est l'un de ces militants : « Aujourd'hui encore, je suis communiste. Je suis né comme communiste, pourquoi devrais-je changer ? [...] Je n'ai plus participé. Je suis communiste et c'est tout ! [...] Je ne me suis même pas donné la peine de le critiquer. Parce que ça ne m'intéressait plus ! Moi, j'étais moi. Je suis resté ce que j'avais choisi d'être »¹⁸. Enfin, d'autres inscrits opposés au tournant engagé par Achille Occhetto critiquent moins la proposition politique elle-même que les modalités de sa mise en œuvre.

Mais le grand artisan de la *svolta* réfute l'idée d'une transformation née *ex nihilo* – évoquant le XVIII^e Congrès de mars 1989 et la notion de « Nouveau PCI » qui en émerge – et affirme que le PCI n'avait d'autre choix, après la chute du Mur de Berlin, que d'engager ce tournant le plus vite possible. Pour Achille Occhetto, le PCI devait changer immédiatement pour ne pas finir enseveli sous les décombres de l'Union soviétique :

« Je considère que, en politique, le temps est fondamental. Si tu laisses passer l'instant, une génération entière peut être perdue. Mon mérite, du moins ce que certains considèrent comme étant l'un de mes mérites, est d'avoir saisi l'instant. Je veux dire, si je m'attribue un seul mérite, ce n'est pas tant la dimension critique – qui, si l'on regarde mes discours, était secondaire à l'époque – vis-à-vis de l'histoire du PCI. Non, c'est la compréhension – en grande partie absente dans le système politique italien, pas même à droite, pas même au centre – que *le monde changeait*. (*Il insiste*.) Je m'attribue donc un mérite intellectuel et culturel de ce point de vue. Au même moment, [Giulio] Andreotti, considéré comme un grand homme d'État, disait que, plutôt qu'une seule Allemagne, il préférerait en avoir deux. Et il n'avait pas encore compris que la géopolitique internationale était en train de changer. La phrase la plus importante que j'ai prononcée à l'époque fut : "La campagne du nouveau départ ne sonne pas seulement pour les communistes, mais pour tout le monde". Si l'on regarde le système politique italien, deux ans plus tard, tout ce qui existait auparavant a disparu. Ce ne sont pas les prévisions d'un mage, mais d'un analyste politique »¹⁹.

Si le tournant engagé par son ultime Secrétaire est souvent réduit au seul changement de nom du PCI, le projet d'Achille Occhetto est en réalité autrement plus vaste. En s'engageant à prendre un « nouveau départ » (*nuovo inizio*), le PCI invite l'ensemble de la gauche italienne à en faire autant et espère ainsi donner son impulsion initiale à un ample processus de recomposition de ce côté-ci de l'échiquier politique. Occhetto explique dans une interview de décembre 1989 :

« Je me considérerais comme un escroc politique si toute l'opération se réduisait à changer de nom pour faire plaisir à quelqu'un qui me le demande, qu'il s'appelle l'Internationale socialiste, Craxi²⁰ ou n'importe qui d'autre. J'ai déjà dit que notre proposition est bien plus ambitieuse, bien plus grande : nous sentons que le moment est venu de réorganiser la gauche italienne et européenne. Nous ne pouvons pas le faire seuls. [...] Nous commençons, avec un acte unilatéral de grande générosité politique, en nous remettant nous-mêmes en question. Nous attendons des autres qu'ils en fassent autant. Le monde a changé, disais-je. Il a changé pour nous, mais il a aussi changé pour tous »²¹.

Avant d'engager une discussion approfondie avec les autres formations, le PCI doit d'abord mener à bien son propre processus de transformation. Celui-ci est cependant ralenti par l'opposition interne à la *svolta*, entérinée en décembre 1989 par le dépôt de trois motions rivales en vue du congrès extraordinaire convoqué pour 1990. La motion 1, défendue par Achille Occhetto, reprend les thèmes mis en avant par ce dernier depuis le 12 novembre, au premier rang desquels la constitution d'une nouvelle entité politique. La deuxième motion rejoint le Secrétaire sur la nécessité d'introduire changement et innovation au sein du PCI mais s'en distingue par les contenus et les modalités qu'elle promeut, à commencer par la disparition du parti, à laquelle ses tenants s'opposent. Enfin, la motion 3 affiche son opposition absolue à toute « liquidation » du parti et de son identité en même temps qu'elle propose de réaffirmer le caractère anticapitaliste du PCI, qui se serait estompé dans les années 1980.

Le XIX^e Congrès du PCI est organisé à Bologne en mars 1990. La motion 1 ayant recueilli 65,8% des voix des inscrits (contre 30,8% pour la motion 2 et 3,4% pour la motion 3), l'assemblée se prononce en faveur de l'ouverture d'une phase constituante qui doit donner naissance à une nouvelle formation politique. Le 10 octobre 1990, Achille Occhetto tient une conférence de presse au cours de laquelle il présente le parti appelé à succéder au PCI : la nouvelle organisation prend le nom de Parti démocrate de la gauche (*Partito democratico della sinistra*, PDS) et prend pour symbole un chêne aux racines duquel figure le symbole du PCI, par mise en abyme. Le Secrétaire présente également une « déclaration d'intentions » dans laquelle il aborde les contenus politiques qu'il s'agit d'inscrire à l'agenda du futur PDS (féminisme, écologie, différence sexuelle, etc.). Le programme du parti se distingue par ailleurs par ses modalités, qui se fondent sur des conquêtes socialistes, progressives et non plus sur une transformation radicale de la société²². Ainsi découle la vocation

de la nouvelle formation politique à intégrer l'Internationale socialiste, ce qu'elle fait début 1992. La motion défendue par le Secrétaire recueille de nouveau la majorité lors du vote des sections et le XX^e Congrès (Rimini, 31 janvier-3 février 1991) sanctionne la naissance du PDS. Mais, au dernier jour des débats, un groupe de délégués de l'opposition annonce la création d'un Mouvement pour la refondation communiste (le futur Parti de la refondation communiste, PRC), entérinant par là une scission qui semblait inévitable.

Succès et échecs de la révolution occhettienne

Les élections générales de 1992 apparaissent comme le baptême du feu électoral du PDS. Le scrutin est remporté haut la main par la DC (Démocratie chrétienne), qui capitalise 29,66% des suffrages à la Chambre, loin devant le PDS (16,11%) qui devance le PSI (Parti socialiste italien) de moins de trois points (13,62%). Le PRC obtient 5,61% des voix à la Chambre. L'addition des voix du PDS et du PRC forme donc un total bien plus faible (21,72%) que celui obtenu en 1987 par un PCI alors lui-même en net recul (26,57%). Loin d'avoir freiné l'hémorragie qui touchait le PCI dans les dernières années de son existence, la *svolta* a provoqué une nouvelle aggravation électorale : certes diminuée, la DC creuse l'écart et le PSI, insensible aux appels d'Occhetto, fond sur un PDS miné par la scission à l'origine du PRC.

À partir de 1992, l'ensemble du paysage politique est frappé de plein fouet par le scandale *Tangentopoli* (de *tangente*, « pot-de-vin » en italien), une série d'enquêtes judiciaires qui révèlent l'existence d'un vaste système de corruption et de financement illégal des partis politiques italiens. L'opération « Mains propres » (*Mani pulite*) met en cause une partie de leurs dirigeants et fait vaciller la plupart des partis qui occupaient le premier plan sur la scène politique depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. La DC disparaît en janvier 1994, suivie par le PSI, dissous en novembre 1994. Le PDS n'est touché qu'à la marge par le phénomène mais il ne profite pas de la crise. Il se contente d'attendre des élections générales dont il est convaincu que l'issue lui sera favorable. En vue du scrutin, le PDS constitue en février 1994 l'Alliance des Progressistes (*Alleanza dei Progressisti*), qui regroupe le PRC, les Verts, ce qui reste du PSI et des petites formations issues de l'aile gauche de l'ex-DC. Les élections générales du 27 mars 1994 voient néanmoins la victoire de la coalition de centre-droit, le Pôle des Libertés (*Polo delle Libertà*, PDL), menée par Silvio Berlusconi, qui regroupe notamment Forza Italia (FI) et la Ligue du Nord (favorable à la sécession du Nord de l'Italie). Le PDS souffre de la précarité de son alliance, qui contraste avec la solidité du cartel berlusconien, et le PDL devance les Progressistes d'environ huit points. Aux élections européennes de juin 1994, la victoire de la droite est encore plus nette. FI dépasse la barre des 30% des suffrages tandis que le PDS perd un point au regard des élections générales de mars et tombe à 19% des voix – soit 8,5 points de moins que le PCI aux européennes de 1989. C'est la défaite de trop pour Achille

Occhetto, qui présente sa démission. Massimo D'Alema lui succède à la tête du PDS en juillet 1994.

Quel bilan dresser de la *svolta*, à l'heure où son grand artisan quitte le devant de la scène politique ? En prenant immédiatement acte – trois jours seulement après la chute du Mur – de l'effondrement du communisme, avec lucidité et non sans un certain courage, Achille Occhetto évite au PCI de sombrer dans un lent et continu déclin qui aurait sans doute conduit à sa marginalisation au sein du paysage politique italien, comme le PCF de l'autre côté des Alpes. Parce qu'il a été fondé à la veille de *Tangentopoli*, le nouveau PDS peut en outre se présenter comme « le parti au-dessus de tout soupçon »²³ et traverser sans encombre la tempête judiciaire qui s'abat sur les autres formations politiques italiennes. Enfin, par son ouverture politique et culturelle, le PDS occhettien œuvre à la création d'un pôle progressiste nouveau, ancré à gauche, certes fragile mais original. Sur le plan électoral, le PDS réalise cependant des scores décevants, nettement inférieurs à ceux du PCI dans les dernières années de son existence, même si, après le recul de 1992, le score cumulé du PDS et du PRC aux élections générales de 1994 (26,41%) équivaut à celui du PCI en 1987 (26,57%). La naissance du PDS n'a donc pas permis d'inverser le recul du PCI dans les urnes, pas plus que celui du nombre d'adhérents (989 708 inscrits en 1991, 698 287 en 1994). Surtout, la substance de la *svolta*, c'est-à-dire le projet d'une rencontre féconde de toutes les forces de gauche, ne se réalise que de façon incomplète et contrainte. Incomplète, d'une part, car l'Alliance des Progressistes regroupe certes le PDS, le PRC, les Verts ou encore Alliance démocrate (un nouveau parti issu de la gauche chrétienne), mais le Parti populaire italien (PPI), principal parti chrétien social né sur les ruines de la DC, préfère constituer une coalition rivale, autour de Mario Segni. D'autre part, la rencontre des forces de gauche est dictée par les circonstances : c'est *Tangentopoli* – et non la volonté spontanée des partis, comme le souhaitait Occhetto – qui entraîne la recomposition du paysage politique italien. Le cas le plus manifeste est celui d'un PSI à l'agonie, miné par les enquêtes judiciaires, qui ne rejoint la coalition que de mauvais gré et, en coulisses, en souhaite même l'échec, à l'instar de Bettino Craxi quand il est encore Secrétaire du parti : « Si vraiment les communistes ne peuvent pas être arrêtés, nous avons encore un atout dans notre manche. Il faut que Berlusconi entre personnellement en politique »²⁴. Ainsi, la *svolta*, qui était pensée comme un point de départ, celui de la rencontre des forces réformatrices italiennes, issues de larges franges de la gauche « laïque » (post-communiste, socialiste, écologiste) et catholique (aile gauche de la mouvance démocrate-chrétienne), n'apparaît guère dans la mémoire collective que comme une fin, celle du PCI. Pour Achille Occhetto, c'est l'action des opposants à sa proposition qui a grandement contribué à forger cette interprétation :

« Alexandre Chabert : Pourquoi, selon vous, retient-on encore aujourd'hui la *svolta* comme une fin et non comme un point de départ ? Pourquoi ce décalage ?

Achille Occhetto : Parce qu'une partie du groupe dirigeant l'a interprétée comme ça. Une façon de se sauver dans un moment de difficulté et non pas un nouveau départ. Moi, j'ai parlé de "nouveau

départ”. Et puis, surtout, quand j’annonce la *svolta*, je mets l’accent sur le fait que nous fondons le PDS pour donner naissance à – donc pas pour faire finir – une constituante de toutes les forces réformatrices de la société italienne. Et c’est justement cette politique qui n’a pas été pleinement accomplie. Elle a connu une tentative de réalisation, mais mal digérée, avec L’Olivier. L’Olivier est fils de cette idée de la *svolta*. Qui cependant a été, disons, lui aussi interprété en termes de pure coalition entre des partis différents, avec toutes les difficultés que connaissent les coalitions de ce type »²⁵.

La constitution de la coalition de L’Olivier (*L’Ulivo*) dès 1995 apparaît cependant comme une sorte de succès posthume pour la *svolta*. Le cartel regroupe en effet le PDS (qui devient les Démocrates de gauche, DS, en 1998) et le PPI, et choisit l’ancien démocrate-chrétien Romano Prodi comme chef de file. Celui-ci mène la coalition à la victoire lors des élections générales de 1996. Mais, même s’il le réalise en partie, L’Olivier ne saurait être défini comme la fidèle traduction du projet initial occhettien. Sa forme coalitionnaire classique, comme les contenus politiques qu’il défend, l’en éloignent. C’est *a fortiori* le cas, de ce point de vue, du PDS-DS – force motrice de L’Olivier et héritier direct du PCI – après le « tournant libéral » inspiré des principes du blairisme engagé par Massimo D’Alema dans la seconde moitié des années 1990. Surtout, selon Achille Occhetto, « le thème central de la *svolta* a été négligé. Celui d’une constituante des forces réformatrices et réformatrices sur la base d’une contamination, capable de faire cohabiter les différents réformismes. Ce qui aurait impliqué une réorganisation d’ensemble de la gauche. On n’a pas voulu affronter le mot-clef : contamination »²⁶, qu’il s’agisse du PDS-DS après le départ d’Occhetto ou des autres forces réformatrices.

En 1996, le centre-gauche ne dispose que d’une courte majorité à la Chambre et la coalition est traversée par d’incessantes tensions internes, alimentées par les divergences politiques et les ambitions personnelles concurrentes. La fragilité de l’entente entre les formations de centre-gauche conduit ainsi à la succession de trois présidents du Conseil différents en cinq ans (Romano Prodi, 1996-1998 ; Massimo D’Alema, 1998-2000 ; Giuliano Amato, 2000-2001). Moins que les résultats politiques de la coalition – plutôt bons –, ce sont ces dissensions permanentes qui expliquent l’état d’affaiblissement dans lequel L’Olivier se présente aux élections générales de 2001, qui se soldent par la victoire du centre-droit et le retour de Silvio Berlusconi à la tête du gouvernement. Repassés dans l’opposition, les DS, par l’intermédiaire de leur nouveau Secrétaire Piero Fassino, se montrent favorables à l’idée avancée par Romano Prodi d’une nouvelle grande alliance réformatrice. Formée en octobre 2005, L’Union (*L’Unione*) est une grande coalition qui regroupe les partis de L’Olivier, le Parti de la refondation communiste, Italie des Valeurs (attrape-tout) et les radicaux. Une primaire, à laquelle participent près de 4,3 millions de personnes, désigne triomphalement Romano Prodi (74,2% des voix) leader de la nouvelle coalition. Les élections

générales de 2006 voient le succès de L'Union sur le centre-droit par une poignée de suffrages (49,8% contre 49,7% à la Chambre, 25 000 voix d'écart) et Prodi forme un second gouvernement dans lequel tous les partis de la coalition sont représentés. Mais les DS sortent affaiblis du scrutin (17,5% au Sénat²⁷) et c'est une succession de déceptions électorales qui conduit le parti à envisager un approfondissement du processus amorcé sous les couleurs de L'Olivier, c'est-à-dire la fusion avec son principal allié, les post-démocrates-chrétiens de La Marguerite (qui succède au PPI en 2002). Les dirigeants des DS voient dans la fusion une ressource politique, à même de faire du nouveau parti le premier du pays. Ainsi naît en 2007 une formation unique, le Parti démocrate (PD), qui demeure aujourd'hui le principal représentant du centre-gauche italien. Dernière étape – à ce jour – du processus engagé sous son impulsion en 1989, la fondation du PD ne suscite guère l'enthousiasme d'Achille Occhetto. L'ultime Secrétaire du PCI refuse dès 2007 d'adhérer à ce parti dans lequel il ne voit qu'un point d'aboutissement imparfait de l'opération qu'il entendait mettre en œuvre :

« Était-il possible de faire mieux ? Je réponds : sans doute. Sans cependant éluder l'amère constatation que, durant les décennies qui désormais nous séparent de cet événement, ce "mieux" ne s'est pas donné à voir. On a même vu beaucoup de "moins" et, dans certains cas, de "pire". [...] On dit que la *svolta* a été trahie. Je n'aime pas ce terme, qui, en distinguant ce qui doit l'être, s'inscrit dans le sillage du vieux mythe de la "révolution trahie". Je préfère constater qu'elle a été, en grande partie, "déviée de son cours". Certains de ses espoirs de fond ont été déçus »²⁸.

Quand Achille Occhetto quitte son poste de Secrétaire du PDS en 1994, il renonce certes à toute fonction dirigeante de premier plan mais il ne met pas non plus un terme à sa carrière politique. Il reste député (PDS puis DS) jusqu'en 2001, puis exerce un mandat de sénateur (DS) entre 2001 et 2006. Il dit aujourd'hui vivre « dans une gauche idéale »²⁹, n'appartenant plus à aucune formation politique. Essayiste prolifique, Achille Occhetto fait cependant paraître de nombreux ouvrages dans lesquels il ne fait jamais l'économie de suggestions à l'adresse des dirigeants de la gauche italienne qui lui ont succédé. Dans son dernier essai, *Perché non basta dirsi democratici (Pourquoi il ne suffit pas de se dire démocrates)*³⁰, paru en Italie en février 2022, il livre un plaidoyer pour une refondation de la gauche autour des principes de l'écosocialisme et de la justice sociale. Il achève ainsi son propos :

« Peu importe que les générations futures appellent "socialisme" ce discours. Ce qui compte aujourd'hui, c'est que, qui se sent héritier de cette tradition – qu'il soit socialiste, communiste, démocrate de gauche ou plus génériquement progressiste –, sache, en interagissant avec d'autres parcours d'idées, rétablir le discours entre passé, présent et futur. Pour ne pas seulement laisser aux nouvelles générations le vide d'idées actuel, mais un legs d'espoir. Ce que j'ai écrit n'est pas la vérité. C'est mon legs, ma façon de faire mon deuil, c'est mon testament »³¹.

Comme une « svolta de la Bolognina » du XXI^e siècle, en somme.

1. En italien, on utilise le seul terme de « Secrétaire » (*Segretario*) pour désigner le chef du PCI et non celui de « secrétaire général » comme dans le cas de son homologue français.
2. Frédéric Attal, *Histoire de l'Italie de 1943 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2004, p. 281.
3. Jean-Yves Dormagen, « Au nom du nom. La fin du Parti communiste italien et la naissance du Parti de la refondation communiste », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 48, n° 1, 1995, p. 82.
4. Secrétaire général du PCI de 1927 à 1934 puis de 1938 à 1964.
5. *L'Espresso*, 23 janvier 1989.
6. Marc Lazar, *Maisons rouges. Les partis communistes français et italien de la Libération à nos jours*, Paris, Aubier, 1992, p. 172.
7. Cité et traduit par Jean-Yves Dormagen, « Au nom du nom. La fin du Parti communiste italien et la naissance du Parti de la refondation communiste », *art. cit.*, p. 77.
8. Entretien de l'auteur avec Achille Occhetto, Rome, 7 décembre 2021.
9. Jean-Yves Dormagen, « Au nom du nom. La fin du Parti communiste italien et la naissance du Parti de la refondation communiste », *art. cit.*, p. 78.
10. Pendant la Seconde Guerre mondiale, la maison familiale sert de lieu de réunion à un groupe de résistants dans le Piémont, réunis clandestinement par le père d'Achille Occhetto.
11. Entretien de l'auteur avec Achille Occhetto, Rome, 7 décembre 2021.
12. *L'Unità*, 13 novembre 1989, p. 8.
13. Entretien de l'auteur avec Renato Romagnoli, Bologne, 16 novembre 2021.
14. Chiara Valentini, « Cos'è successo alla Bolognina? », in Benedetta Tobagi (dir.), *C'era una volta il Pci*, Milan, Feltrinelli, coll. « Real Cinema », 2007, p. 24-26.
15. Entretien de l'auteur avec Gianni Gamberini, Bologne, 13 octobre 2021.
16. Entretien de l'auteur avec Orianna Mezzetti, Bologne, 29 octobre 2021.
17. Jean-Yves Dormagen, « Au nom du nom. La fin du Parti communiste italien et la naissance du Parti de la refondation communiste », *art. cit.*, p. 80-81.
18. Entretien de l'auteur avec Renato Romagnoli, Bologne, 16 novembre 2021.
19. Entretien de l'auteur avec Achille Occhetto, Rome, 7 décembre 2021.
20. Bettino Craxi, Secrétaire du PSI (1976-1993).
21. *La Repubblica*, 17 décembre 1989.
22. Frédéric Attal, *Histoire de l'Italie de 1943 à nos jours*, *op. cit.*, p. 282.
23. *Ibid.*, p. 335.
24. Ugo Intini, *I Socialisti. Dal 1960 alla tragedia: gli uomini, i fatti, la verità*, Milan, Editoriale Gea, 1996, p. 297.
25. Entretien de l'auteur avec Achille Occhetto, Rome, 7 décembre 2021.
26. Achille Occhetto, *La lunga eclissi. Passato e presente del dramma della sinistra*, Palerme, Sellerio, 2018, p. 181-182.
27. À la Chambre, les DS se présentant indistinctement, fondus avec les autres formations de la coalition sous les couleurs uniques de L'Olivier, leur score propre est donc impossible à évaluer.
28. Achille Occhetto, *La lunga eclissi*, *op. cit.*, p. 172.
29. Entretien de l'auteur avec Achille Occhetto, Rome, 7 décembre 2021.
30. Une traduction française de l'ouvrage est en cours.
31. Achille Occhetto, *Perché non basta dirsi democratici. Ecosocialismo e giustizia sociale*, Milan, Guerini e Associati, 2022,

